



CONVENTION PORTANT SUR LA RESTAURATION ET LA VALORISATION DES MARES EN FORET DOMANIALE DE GOUFFERN



ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Terres d'Argentan Interco, représentée par Monsieur Frédéric LEVEILLÉ, Président, agissant au nom et pour compte de l'établissement, en vertu de la délibération du conseil communautaire **en date du** ,

Ci-après désignée « Terres d'Argentan Interco »,

D'UNE PART,

ET

L'Office National des Forêts (ONF), agence territoriale d'Alençon, dont le siège social est situé 36 Rue Saint-Blaise 61000 ALENÇON, représenté par Monsieur Flavien VAILLE, directeur,

Ci-après désigné « ONF »,

D'AUTRE PART,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

Dans le cadre de la mise en place de sa politique de développement durable, Terres d'Argentan Interco, s'est dotée d'un service mutualisé nommé « Urgence Climatique et Développement Durable ». Le service « UCDD » est missionné pour mettre en œuvre la stratégie « biodiversité » de la communauté de communes.

La stratégie biodiversité de la communauté de communes, entérinée en conférence des maires le 15 octobre 2024, possède une action (n°16) « Mener une politique de restauration des mares ».

La Forêt Domaniale de Gouffern abrite de nombreuses mares en son sein. Quarante-trois (43) mares ont été inventoriées et caractérisées dans un programme de travaux.

La restauration et la valorisation des mares sont aujourd'hui reconnues comme des actions prioritaires dans le cadre de la préservation de la biodiversité et de l'amélioration des écosystèmes naturels. Les mares, en tant que milieux humides, jouent un rôle central dans la conservation de la faune et de la flore, la gestion de l'eau et la lutte contre les effets du changement climatique.

L'Office national des forêts (ONF), en tant qu'établissement public industriel et commercial, dispose de compétences reconnues pour intervenir dans la gestion, la protection, la réhabilitation et la valorisation des espaces naturels, y compris les mares, par voie de conventions passées avec des personnes publiques ou privées.

Ainsi, la présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières de la collaboration et du partenariat entre Terres d'Argentan Interco et l'ONF pour la réalisation d'actions

répondant aux objectifs de la stratégie biodiversité concernant spécifiquement les mares et leur valorisation grand public, en Forêt Domaniale de Gouffern.

Article 2 : désignation des mares

La présente convention concerne les quarante-trois (43) mares situées en forêt domaniale de Gouffern, uniquement sur le site de la petite Gouffern (voir carte ci-dessous).



Article 3 : engagements de l'ONF

Il est convenu que l'ONF assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de restauration des mares en Forêt Domaniale de Gouffern, selon le programme de travaux qu'il a préalablement établi.

Ainsi, l'ONF s'engage à :

- Désigner un interlocuteur privilégié auprès de Terres d'Argentan Interco,
- Restaurer les mares en respectant la réglementation en vigueur et en s'acquittant des autorisations nécessaires pour le commencement des travaux (curage, reprofilage, enlèvement d'embroussaillage, gestion des apports d'eau, plantations, etc.),
- Fournir à Terres d'Argentan Interco, chaque année, un programme des actions envisagées. Ce programme précisera :
 - ✓ la nature des travaux,
 - ✓ la localisation des travaux,
 - ✓ les quantités si besoin,
 - ✓ les clauses techniques de réalisation,
 - ✓ le coût total prévisionnel,
 - ✓ le mode de facturation (au forfait (cas général) ou à l'Unité (cas particuliers)),
 - ✓ le mode de réalisation (ONF entrepreneur de travaux, Assistance Technique à Donneur d'ordre, encadrement de régie communale),
 - ✓ le délai de réalisation.

Le programme des actions de l'année N sera proposé **au plus tard le 31 mars de l'année en cours** à Terres d'Argentan Interco. Terres d'Argentan Interco devra faire connaître son accord sur le programme des travaux proposés avant le 1^{er} août de l'année N.

L'ONF assure sous son entière responsabilité la mise en œuvre de tous les moyens humains, matériels et techniques nécessaires aux activités décrites ci-dessus. Elle s'engage à intégrer ces activités à sa feuille de route chaque année.

Article 4 : engagement financier de Terres d'Argentan Interco

Les travaux relatifs à la restauration et à la valorisation des mares peuvent bénéficier de l'aide financière de Terres d'Argentan Interco.

Les subventions de Terres d'Argentan Interco peuvent aller jusqu'à 50 % des travaux, avec un seuil maximal annuel de 6 000 euros. Les subventions ne peuvent pas financer les études, les frais de déplacements et la rémunération du personnel de l'ONF. Les subventions sont destinées à des mares situées uniquement sur l'intercommunalité de Terres d'Argentan.

La participation financière de Terres d'Argentan Interco s'effectuera sous forme d'un versement unique annuel, par virement administratif, à réception de la facture et à l'issue des travaux, après remise d'un état par l'ONF, au plus tard le 31 décembre de l'année N.

L'ONF peut avoir recours à d'autres partenaires financiers pour compléter cette aide (subvention, mécénat...).

Article 5 : communication

L'ONF confère à Terres d'Argentan Interco le bénéfice d'une valorisation de son engagement dans la communication publique de l'ONF et de Terres d'Argentan Interco.

L'ONF s'engage à fournir des outils de communication numériques (photographies, avant et après travaux) à Terres d'Argentan Interco. Toute photographie ayant cet objet sera exempte de droit au profit de Terres d'Argentan Interco, quel que soit le support de diffusion mis en œuvre.

Terres d'Argentan Interco s'engage à valoriser le partenariat avec l'ONF lors de toute démarche de communication verbale, écrite ou audiovisuelle qu'elle aura initiée et pour laquelle elle aura été sollicitée. Pour les documents écrits, Terres d'Argentan Interco s'engage à faire figurer les logos de l'ONF et à solliciter le cas échéant la validation du service communication avant chaque diffusion concernée.

Article 6 : évaluation des objectifs fixés dans la convention

L'ONF s'engage à remettre un bilan d'activité des opérations menées annuellement dans le cadre de la présente convention, avec des données quantitatives et/ou qualitatives, pour chaque année de la convention et avant le 15 février de l'année suivante.

Article 7 : durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée d'un (1) an à compter du 1er janvier 2026, soit jusqu'au 31 décembre 2026. La convention est renouvelable tacitement deux fois pour la même durée (1 an), soit jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard.

Pour chaque année, l'ONF proposera une liste de ses actions prévisionnelles, avant le 31 mars.

Article 8 : modalités de modification de la convention

Sont exclues de la présente convention toutes actions supplémentaires particulières ou expérimentales proposées sur le territoire de la communauté de communes Terres d'Argentan Interco.

Ainsi, toute modification des clauses de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

Article 9 : résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée :

- Soit pour un motif d'intérêt général, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit d'un commun accord entre les parties signataires, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception,
- Soit par l'une ou l'autre des parties signataires, en cas de non-respect des engagements prévus à la présente convention par l'autre partie. Une première lettre recommandée avec accusé de réception demandant le respect des engagements devra être envoyée et être restée sans

réponse positive dans un délai de quinze jours. La résiliation est alors effective à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une deuxième lettre recommandée avec avis de réception.

Article 10 : litiges

Dans le cas où l'exécution et l'interprétation de la présente convention soulèveraient un différend qui ne pourrait être résolu à l'amiable par les parties signataires, il est convenu que le tribunal administratif de Caen sera compétent pour connaître du litige.

Fait en deux exemplaires originaux.

<p>À _____, le _____</p> <p>Le représentant de l'Office National des Forêts, le Directeur de l'agence territoriale d'Alençon,</p> <p>Flavien VAILLE Directeur</p>	<p>À Argentan, le _____</p> <p>Le représentant de Terres d'Argentan Interco,</p> <p>Frédéric LEVEILLÉ Président</p>
--	--